
CABINET

Arrêté n° 12 910 /MEFPPI/CAB
portant attributions et organisation de la recette principale de l'unité
des petites et moyennes entreprises et des particuliers auprès de la
direction départementale des impôts et des domaines

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES,
DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 20-2012 du 3 septembre 2012 portant loi organique relative au régime
financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du
Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1154 du 9 novembre 2012 relatif aux attributions du ministre de
l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration ;

Vu le décret n° 2013-218 du 30 mai 2013 portant organisation du ministère de
l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration ;


Vu le décret n° 2013-807 du 30 décembre 2013 portant attributions et organisation de
la recette générale des finances ;

Vu le décret n° 2014-417 du 23 juillet 2014 portant attributions et organisation de la
recette générale des finances.

ARRETE :

TITRE I : DES ATTRIBUTIONS

Article premier : La recette municipale de l'unité des petites, moyennes entreprises et
des particuliers auprès de la direction départementale des impôts et des domaines,
poste comptable public secondaire assignataire, assiste le receveur général des finances
dans l'exercice de ses attributions en matière de recouvrement et de centralisation des
opérations de recettes du budget de l'Etat.



Elle est chargée, notamment, de :

- prendre en charge et recouvrer toutes les recettes et tout produit au profit de l'Etat ;
- reverser les recettes collectées à la caisse du trésorier payeur général du département ;
- assurer la garde et la conservation des deniers et valeurs ;
- tenir à jour, dans le respect des règles de la comptabilité publique, la comptabilité des opérations des recettes et la comptabilité matière ;
- centraliser et intégrer dans sa comptabilité, les opérations effectuées par les recettes divisionnaires ;
- produire mensuellement, la balance générale des comptes du grand livre.

TITRE II : DE L'ORGANISATION

Article 2 : La recette principale de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers est dirigée et animée par un receveur principal.

Article 3 : La recette principale de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers, outre le secrétariat, l'antenne informatique et l'inspection des bureaux, comprend :

- le bureau du recouvrement ;
- le bureau du contentieux et des cotes irrécouvrables ;
- le bureau de deniers et valeurs ;
- le bureau de la comptabilité ;
- les services comptables publics divisionnaires de l'unité des grandes entreprises.

Article 4 : Le receveur principal de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers auprès de la direction départementale des impôts et des domaines est assisté par deux fondés de pouvoirs chargés de coordonner et de contrôler l'action des bureaux qui leur sont rattachés.

Article 5 : Le premier fondé de pouvoirs seconde le receveur principal de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers dans l'exploitation de la trésorerie au jour le jour.

A ce titre, il est chargé du suivi des bureaux ci-après :

- le bureau du recouvrement ;
- le bureau de deniers et valeurs.

Article 6 : Le deuxième fondé de pouvoirs seconde le receveur principal de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers en matière de contentieux et de tenue à jour de la comptabilité du poste comptable

A ce titre, il est chargé de la supervision des bureaux ci-après :

- le bureau du contentieux et des cotes irrécouvrables ;
- le bureau de la comptabilité.

Article 7 : Placés auprès d'une inspection divisionnaire de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers, les services comptables publics divisionnaires de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers auprès de la direction départementale des impôts et des domaines sont chargés, notamment, de :

- collecter et encaisser, les recettes des impôts et tout autre produit au profit de l'Etat ;
- délivrer les quittances à la partie versante ;
- reverser journalièrement les recettes collectées, contre une déclaration de recette, à la caisse du receveur principal des impôts ;
- garder les deniers et les valeurs inactives du poste comptable ;
- conserver les documents et pièces justificatives du poste comptable ;
- tenir à jour, les comptabilités à partie simple et matière du poste comptable.

Article 8 : Les services comptables publics divisionnaires de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers sont :

- les régies de recettes ;
- les régies de dépenses ;
- les perceptions.

Article 9 : Les services comptables publics divisionnaires de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers auprès de la direction départementale des impôts et des domaines sont dirigés et animés par un comptable public divisionnaire dénommé percepteur de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers.

TITRE III : DISPOSITION DIVERSES ET FINALES

Article 10 : Le receveur principal de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers a rang de chef de l'inspection divisionnaire de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers au sein de la direction départementale des impôts et des domaines.

Il perçoit les primes et indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 11 : Le receveur principal de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers est nommé par arrêté du ministre chargé des finances sur proposition du directeur général du trésor et de la comptabilité public.

Il est soumis à toutes les obligations du comptable public.

Article 12 : Le fondé de pouvoir a rang de chef de bureau. Il est nommé par arrêté du ministre chargé des finances.

Article 13 : Le percepteur de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers a rang de chef de bureau au sein d'une inspection divisionnaire de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers.

Il perçoit les primes et indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 14 : Le percepteur de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers est nommé par arrêté du ministre chargé des finances sur proposition du receveur principal de l'unité des petites, moyennes entreprises et des particuliers.

Il est soumis à toutes les obligations du comptable public.

Article 15 : Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 14 août 2014

A long, sweeping handwritten signature in black ink, starting from the left and ending with a vertical stroke on the right. The signature is written over a horizontal line.

Gilbert ONDONGO.-